

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 22

7 AVRIL 2014

luttesdesclasses@live.fr

ELECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE

APRÈS L'INTERVENTION RUSSE EN CRIMÉE

Quelques leçons des élections

Où va l'Ukraine?

... et où va l'Europe?

Les journaux sont unanimes, indépendamment de leur traditionnelle mais superficielle coloration de « gauche » ou de « droite ». Ils comparent la déconfiture retentissante du parti dit « socialiste » aux élections municipales au désastre historique de Napoléon sur le fleuve Bérézina en Russie (1812), prélude de sa défaite finale. C'est une appréciation dont la justesse pour une fois n'est pas contestable. Ainsi notre première réaction consiste, avant tout, à en tirer quelques enseignements.

En premier lieu, il importe de souligner – en s'opposant radicalement à une croyance générale soigneusement entretenue par les politiciens et organisations habituelles de « gauche » - que les élections ne changent absolument pas les données fondamentales du système social capitaliste, donc la situation. Même si elles peuvent en modifier les formes ou les contours, elles se meuvent dans ce cadre et en font partie intégrante. Quelles soient municipales, législatives ou européennes, elles ne forment que des éléments de fonctionnement du système en place (bien sûr démocratique), dont le mécanisme et les mouvements lui restent profondément attachés.

Concernant cette vérité abondamment prouvée et établie, on a vu l'expression de deux grands courants opposés lors de ces élections. D'une part, celui qui affirme traditionnellement - même s'il est très hétérogène (surtout si l'on y ajoute les droitiers) - qu'une élection peut opérer un changement effectif et réel du système. On peut constater avec regret que même un parti comme le Front de Gauche (et ses composants) - que nous considérons effectivement comme placé du côté des travailleurs, en tant que nôtre - reste prisonnier de cet électoralisme (parlementarisme) borné. Ses dirigeants laissent supposer en effet ou affirment même l'idée fautive que par une avance électorale considérable, à fortiori avec une victoire, ils pourraient transformer radicalement le système social capitaliste.

Les abstentions expriment un vote spécial

D'autre part, face à ce parlementarisme étrié d'une partie de la population, de plus en plus nombreuse et massive, s'abstient régulièrement et volontairement. Ces dernières élections municipales, pourtant prétendument plus proches des gens, ont connu un record d'abstention avec 36,6 %, en particulier chez les jeunes.

La plupart des politiciens et commentateurs bourgeois s'érigent maintenant en grand moralisateur en osant les qualifier de non-républicains et n'hésitent pas à les accuser d'aider ainsi la victoire de la droite. Ici ou là, on leur reproche aussi de rendre impossible l'avance conséquente du Front de Gauche ou/et de ses composants et, partant, le changement du système.

Cependant, ces abstentions expriment une opinion définitive sur le système capitaliste entier tel qu'il existe, en le rejetant d'emblée. Elles condamnent ainsi la croyance absurde de pouvoir changer ce système par le vote. *Dans ce sens*, ils ont raison et nous les défendons contre tous les parangons de vertu « républicains », même si nous jugeons que ces abstentions sont négatives et stériles, donc insuffisantes.

Une carte complète et précise des abstentions actuelles dessinerait clairement cette autre France vivant à la périphérie des grandes villes, dans les banlieues prolétaires. C'est la France ouvrière et celle des chômeurs qui prend sur son dos le bâton de l'austérité. Même un petit échantillon, bien téméraire, relevé dans la presse bourgeoise en montre l'étendue et la signification. Dans la ceinture « rouge » de Paris : Ivry 58,6 % d'abstention, Stains 56,8 %, Vitry-sur-Seine 56,7 % ; puis Vaulx-en-Velin dans la grande banlieue lyonnaise, avec ses 56,7 % d'abstention, ou la ville ouvrière sinistrée Roubaix dans le Nord avec 55,5 % ; Trappes dans la grande banlieue parisienne avec le même chiffre. Une carte complète des abstentions montrerait infailliblement ces masses ouvrières comme les plus grandes victimes de l'inégalité galopante, dont on disserte abstraitement parmi les journalistes bourgeois et dans tous les milieux petit-bourgeois, pour déplorer les pertes... des classes moyennes. Les ouvriers et leur sort disparaissent de leurs préoccupations, conformément à la volonté délibérée de ces gens de minimiser l'importance de cette « classe dangereuse », jusqu'à nier son existence. On peut donc parier qu'ils ne feront jamais une telle carte, menaçante pour leur bavardage et périlleuse pour leur quiétude.

Sur l'importance des élections

Si les élections ne peuvent pas changer le système capitaliste exprimé par les coups que nous subissons chaque jour davantage, ce serait une faute impardonnable de la part des organisations politiques d'en conclure à leur inutilité complète. Elles sont importantes parce que, en premier lieu, elles mesurent assez fidèlement l'impact et l'influence de chaque parti en donnant ainsi une image graphique relativement précise (ensemble avec les abstentions !) du niveau et de la nature de la conscience politique de la population.

Ce thermomètre politique mesurait ainsi la défaite générale de Hollande et de son gouvernement et, en passant, annihilait toutes les affabulations antérieures sur le caractère strictement local des élections municipales. Ceux qui en 2012 ont attendu une protection de la part de ce gouvernement contre les attaques du capital ont voté maintenant contre son parti ou se sont abstenus. Le message est clair. En ce sens, l'appréciation bourgeoise du journal *Le*

Monde falsifie volontairement la signification de ce vote, en écrivant que Hollande paie maintenant « la note d'un début de mandat raté, faute d'être porté par un projet clair et clairement expliqué ». (éditorial du 1^{er} avril 2014.) Or justement, les travailleurs ont bien compris la nature bourgeoise claire de son projet... et ont voté contre. Cependant, le journal exprime à sa façon alambiquée, comme d'habitude, le souhait intime de la bourgeoisie et son exigence pour une plus grande détermination à son service. C'est cette exigence bourgeoise qui s'exprime dans cette plainte, mais aussi dans la réplique de la bourgeoisie, elle-même revigorée par l'option bourgeoise de Hollande lui-même, pour prendre directement en mains ses affaires à travers ses propres partis traditionnels. Cela explique l'avance importante de ces partis UMP, UDI, Modem qui traduit la volonté de la bourgeoisie d'aller encore plus loin dans la destruction des conquêtes sociales. Nous pouvons être sûrs et certains que Hollande fera tout pour satisfaire ces attentes et sera encore plus hostile (si c'est possible) aux demandes des travailleurs.

La force des fascistes cache (mal) celle de la bourgeoisie

L'avance considérable du Front National est quasi entièrement due à sa propagande démagogique qui semble défendre les intérêts des travailleurs. Mais attention ! Cette tactique d'apparaître en défenseur des travailleurs est une ruse bien rodée et connue de tous les partis d'extrême-droite. Dans les années 1920, Hitler a développé le même stratagème en se présentant en défenseur des travailleurs. Il est allé jusqu'à appeler son parti « socialiste », en y ajoutant seulement l'adjectif « national ». Mussolini, quant à lui, venait tout droit du parti socialiste italien. La démagogie sociale était leur arme importante - comme de tous les fascistes -, c'est celle que le Front National a reprise à son compte.

Or le caractère démagogique de cette ligne politique apparaît clairement dans le fait qu'elle n'attaque pas du tout la bourgeoisie et son système social. Elle vise seulement l'une de ses lignes politiques, celle qui prédomine actuellement, l'euro-péenne. Elle préconise l'autre, notamment le repli national, représentée par l'autre partie, la minoritaire, de la bourgeoisie européenne. Le F.N. attaque donc la politique majoritaire (européenne) de la bourgeoisie mais non pas celle-ci en tant que classe qui exploite d'autres classes, pas plus que son système capitaliste.

Par contre, il attaque vigoureusement les ouvriers immigrés, autrement dit, la majorité de la classe ouvrière et s'en prend violemment aux conquêtes ouvrières en dénonçant ses divers avantages. Il a largement bénéficié non seulement de cette démagogie mensongère qui continue à cacher sa nature bourgeoise avérée, mais encore du fait qu'aucun parti ne l'a pas démasqué en tant que parti bourgeois. Les critiques habituelles visent seulement sa politique anti-européenne, ses phobies racistes et nationalistes, sans toucher au *fond bourgeois* qui les sécrète.

Que signifie le piétinement du Front de Gauche ?

Les élections sont aussi des moments de rassemblement de tous ceux qui s'unissent pour des objectifs politiques communs afin d'élargir encore plus leurs rangs. C'est particulièrement valable pour ceux qui, sur la base d'un programme, veulent faire un pas en avant pour l'émancipation des travailleurs sous le joug du système capitaliste. Les élections ont ainsi donné l'occasion au Front de Gauche de se développer. Comment expliquer alors que malgré la crise éprouvante du capitalisme et le rejet de cette société par les travailleurs, non seulement le Front de Gauche est resté loin derrière ses résultats spectaculaires lors des élections présidentielles, mais qu'il a été nettement devancé par tous les partis bourgeois, y compris le F.N. et l'UMP ?

Ce fait aberrant est la conséquence directe de l'ambiguïté politique de la position du Front de Gauche. Tandis qu'il définit clairement son opposition radicale à la récente politique d'austérité de la bourgeoisie française et européenne, il ne se prononce pas clairement contre le système capitaliste comme tel. Il reste vague et énigmatique sur ce point capital qui pourtant exige la clarté. Cette obscurité est révélée par le manque d'un programme politique nettement ouvrier dirigé contre le capitalisme en tant que système social, racine de toute l'austérité. L'absence d'un tel programme et son cantonnement dans le cadre bourgeois habituel des élections l'ont condamné à rester loin derrière tous les autres. Bref, sa position est inadéquate à la situation. Comment voulez-vous que le Front de Gauche puisse démasquer le Front National comme un parti de la bourgeoisie s'il entretient lui-même une équivoque sur ses objectifs ? Les élections ont prouvé que dans ces conditions le Front de Gauche est condamné à piétiner sur place, tandis que le Front National fait des avancées notables, y compris et surtout parmi les travailleurs mécontents.

La leçon principale des élections se présente donc clairement. Au lieu de chercher un bouc émissaire quelconque, elle indique on ne peut plus clairement que la plus importante tâche de notre Front de Gauche est de tirer un bilan objectif de l'ensemble de son activité, en particulier de son programme politique.

Balazs Nagy

Alors que les événements en Ukraine se succédaient au jour le jour, annonçant le mouvement des plaques tectoniques en Europe dans l'avenir proche, notre journal est resté bloqué par quelques difficultés. Aujourd'hui il nous faudrait quatre fois plus de place pour aborder ne serait-ce que ses aspects principaux. Aux alentours du 10 mars Poutine a annoncé le référendum en Crimée pour le 30 mars, or déjà le 16 le soi-disant référendum a lieu et le 18 la presque île stratégique devient partie intégrante du saint empire russe, si cher au cœur de Gérard Depardieu. Coup de tête, coup de main, coup de maître, coup de fait accompli! Est-ce le dernier?

Sous prétexte d'agitation de quelques dizaines ou centaines de nazillons, on a jeté aux orties les droits historiques de tout un peuple de quarante millions d'habitants que l'histoire a malmené tout au long de son existence. L'Europe occidentale, celle qui vend ses intérêts capitalistes en Europe de l'est dans l'emballage démocratique européen, n'a pas caché que ses intérêts en Russie pèsent largement plus que ses phrases trompeuses destinées à l'exportation. Jacques Sapir en est le garant intellectuel de haute autorité. Issu de l'extrême gauche, l'un des premiers à démontrer le dépeçage de l'ex URSS par les oligarques sous protection de KGB, c'est l'homme clé des nostalgiques de l'alliance franco-russe. Si Jean-Marie Le Pen applaudit Poutine dans la récupération de « son » Algérie, Jacques Sapir la justifie à force d'arguments économiques et historiques fallacieux, et nos camarades du Front de gauche tombent dans le panneau comme des pigeons. Pas tous, il est vrai. Alors, nous essayerons patiemment de démêler l'écheveau, en commençant par la première partie d'un long texte de B. Nagy, dont la suite sera publiée sur notre site Workers International.info. (Rédaction)

« La question ukrainienne est destinée à jouer dans un avenir proche un rôle énorme dans la vie de l'Europe. » (Trotsky)

Un désarroi général mêlé à l'inquiétude est manifeste parmi tous ceux qui commentent le processus révolutionnaire qui se déroule en Ukraine. Un désarroi suscité par l'incompréhension alors que l'inquiétude est provoquée par la menace diffuse d'une guerre. La cacophonie d'un large éventail d'explications ainsi que celle des solutions ou des programmes proposés traduisent cet embarras. Ces derniers, tout en étant ses produits, alimentent cette confusion étendue. Mais en dépit de la variété apparemment multiple de ces conceptions et des propositions, tous se ramènent à l'un des programmes bourgeois opposés, directement ou comme l'une de leurs variantes. Soit ils acceptent ou même soutiennent le nouveau régime installé à Kiev et ses parrains capitalistes européens et américains, soit ils « comprennent » ou s'inspirent des ambitions grandes-russes de la bourgeoisie représentée par Poutine. Chaque fois, bien entendu, avec plus ou moins de modifications, conformément à la nature particulière de tel ou tel mouvement ou organisation ainsi qu'à son statut spécifique sur la palette politique.

Une lutte d'indépendance pervertie par la bourgeoisie ou niée par d'autres !

C'est ainsi que du côté de la bourgeoisie européenne l'on affirme qu'il s'agit là d'un mouvement inspiré de démocraties occidentales et qui voudrait rejoindre leur Union européenne. Ce refrain est orchestré par toute la gamme sonore, étendue et variée de la propagande bourgeoise, y compris ses seconds violons petit-bourgeois. A les entendre, on croirait que le peuple ukrainien est prêt à mourir sur les barricades pour la démocratie de Hollande et consorts réunis. On ne peut que rejeter avec mépris la volonté prétentieuse de cette Europe-là d'apparaître ainsi en champion de la démocratie et de l'indépendance nationale, avec ses dirigeants irresponsables et non-élus, ses oukases impératifs et ses dictatures de troïkas. Ils révèlent dans cette rouerie leur profond mépris pour les travailleurs ukrainiens en travestissant leurs aspirations à l'indépendance authentique et à une véritable démocratie, tout en supposant leur ignorance de la « démocratie » de Bruxelles et du sort de la Grèce par exemple.

Face à ce mensonge vicieux et ridicule se dresse l'autre version bourgeoise, grande-russe, voisine, avec Poutine dont la brutalité directe et menaçante d'un primate semble plus répulsive pour beaucoup que la douce fourberie mielleuse des Européens formatée et dégrossie par des siècles de tricherie et de tartufferie. C'est justement contre Ianoukovitch, l'homme de confiance du président Poutine, rapace parvenu grand-russe de la bourgeoisie, que le mouve-

ment révolutionnaire d'Ukraine se développait. Les cliquetis d'armes de quelques milliers d'agitateurs protégés par une armée étrangère à peine déguisée et des fonctionnaires intéressés ne peuvent pas faire disparaître la claire volonté d'indépendance de tout ce grand peuple.

C'est seulement l'analyse marxiste qui peut appréhender l'ensemble de cette réalité et en donner une explication cohérente. Avant tout pour affirmer que, contrairement à nombre de commentateurs, cette lutte pour l'indépendance nationale est une donnée objective, et même fondamentale du mouvement des travailleurs ukrainiens et non pas une verrue malsaine qui aurait défigurée son visage. Ce sont des fausses solutions proposées par les gérants de la bourgeoisie européenne et ses acolytes ukrainiens, jusqu'aux fascistes qui en altèrent le contenu et en déforment le sens. Même leur prédominance ostensible et leur influence apparente prouvent, à leur façon et en contresens, la vivacité puissante de cette volonté d'indépendance nationale.

Celle-ci n'est pas une invention récente des bourgeois européens, ni une trouvaille diabolique des fascistes. Elle a une longue histoire alimentée par les traditions séculaires. Il n'est pas nécessaire de revenir en détail sur ces combats menés pour l'indépendance de l'Ukraine placée entre la volonté de l'expansion de l'Etat féodal de la Pologne et les efforts de centralisation de l'Etat moscovite. (suite page deux)

(suite de la première page)

Après les décennies de gloire de cette lutte au XVII^{ème} siècle, le pays a été dépecé par ces deux oppresseurs, puis surtout par la Russie d'où il ne pouvait plus se relever malgré ses luttes incessantes. Là est l'origine de la liaison inséparable, voir même un enchevêtrement inextricable des problèmes sociaux avec ceux de l'indépendance nationale. Cet entrelacement serré a historiquement déterminé l'ensemble de la situation ukrainienne jusqu'à nos jours, à l'instar de beaucoup d'autres pays européens. Sur ce point il y a une parenté indéniable entre la lutte en Ukraine et celle menée par les travailleurs en Bosnie-Herzégovine, malgré la différence de leurs formes.

La corrélation étroite de ces problèmes profondément entremêlés se reproduisait à chaque étape historique sous une forme particulière. Notamment au XIX^{ème} siècle la revendication de l'indépendance nationale constituait une partie intégrante de celles de la révolution bourgeoise-démocratique. Non seulement elle y était indissolublement liée dans tous ces pays, mais en représentait le socle indispensable.

Cette liaison organique et ininterrompue s'est naturellement reproduite pendant la période soviétique de l'Ukraine dans la mesure où le tournant contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne installait son régime politique bien en-deçà de libertés bourgeoise-démocratiques, sans parler de celles de nature socialiste. C'est Trotsky qui révélait dans sa critique de fond de la bureaucratie stalinienne que cette caste anti-ouvrière a, dès le début, édifié son régime politique contre-révolutionnaire sur les ruines des libertés politiques, y compris celles de nature démocratique-bourgeoise. Et qu'elle a nécessairement complété ce régime par l'oppression grande-russe de tous les peuples de l'URSS. Ce n'était pas un hasard que, en écrivant sur l'Ukraine, il ait mis au centre de son article le problème de l'indépendance nationale. « Nulle part – écrivait-il – les restrictions, les épurations, la répression et, de façon générale, toutes les formes de banditisme bureaucratiques n'assumèrent un caractère de violence aussi meurtrier qu'en Ukraine... (qui) devint une subdivision administrative d'une entité économique et une base militaire de l'URSS. » (Trotsky. « La question ukrainienne », 22 avril 1939, - Œuvres, vol. 21, p. 125.) Cette même année, il a consacré plusieurs articles à l'Ukraine en y expliquant clairement la nécessité d'une lutte pour l'indépendance nationale, comme facteur important de cette indépendance fondamentale.

A la lumière de cet éclaircissement, le seul fil conducteur qui peut guider notre orientation actuelle, certaines prises de position, même si elles se présentent frauduleusement comme marxistes, voire trotskystes apparaissent dangereusement simplistes et fausses. Ainsi va pour le site « World Socialist Web Site » de l'américain David North et Cie. qui, dans leur sectarisme invétéré, refusent carrément le caractère populaire et authentique de la lutte d'indépendance. Ils écrivent que « Washington et Berlin sont en train de faire exploser des tensions entre différents groupes ethniques et religieux »,... après avoir déclaré déjà que « La principale responsabilité de l'escalade de la crise en Ukraine incombe aux Etats-Unis et à l'Allemagne ». (« La crise en Ukraine »)

Ce sectarisme à l'égard des revendications nationales va de pair avec l'identification de l'ensemble du mouvement, y compris ses revendications démocratiques avec les gesticulations fascistes qui agissent à sa surface. « Il n'y a pas non plus – selon eux – le moindre contenu démocratique dans le mouvement de protestation à Kiev et en Ukraine occidentale... »

Ce qui caractérise principalement ce genre d'explications c'est la disparition quasi complète des masses travailleuses qui y apparaissent au grand maximum comme des jouets fragiles et impotentes entre les mains des manipulateurs bourgeois de l'Europe. Par contre, cette bourgeoisie, en l'occurrence allemande et américaine – ou russe ! – y paraissent comme des puissances écrasantes, omniprésentes, capables de déclencher tout ce mouvement et l'organiser.

Malheureusement, le camarade Mélenchon en France est tombé, lui aussi victime de cette confusion. En réagissant rapidement aux événements ukrainiens dans son premier blog personnel, il a trouvé compréhensible la réaction de Poutine aux machinations de l'Union européenne. Sans défendre ces dernières, son opinion est néanmoins très condamnable. D'autant plus qu'elle introduit un trouble dans son parti pourtant dévoué au service des travailleurs. Par chance, il a corrigé ultérieurement cette bévue inspirée par un impressionnisme superficiel, mais sa position reste au niveau des vagues généralités contemplatives, ne dépassant guère les cadres limités de l'interprétation bourgeoise.

B. Nagy

Pourquoi Poutine a envahi la Crimée?

Depuis l'indépendance de l'Ukraine, proclamée en 1991, la Russie disposait de la Crimée en tant que base de sa flotte du Sud avec 25 000 hommes, par un contrat à long terme en bonne et due forme. La majorité de la population est russophone, donc acquise d'avance. L'armée russe y est installée comme un Etat dans l'Etat. Kiev n'envoyait à aucun moment de remettre ce contrat et cette situation de fait en question, d'une part parce que le contrat était avantageux, d'autre part parce que le rapport de force militaire le rendait intouchable. Le coup d'état a montré que l'armée ukrainienne n'y disposait que d'une présence symbolique. Il n'y avait aucun Maidan dans la capitale de Crimée, il n'y avait que la propagande russe sur le coup d'Etat « nazi » à Kiev.

Il n'y avait pas plus d'intérêt économique pour la Russie, qui devra dès maintenant à envisager un coût énorme pour assurer les salaires, retraites et entretien de l'Etat local. Sans parler du prix du gaz, avantageux pour l'Ukraine en cas d'un régime docile, prohibitif en cas de gouvernement indépendant, mais incapable de le payer. Dans les deux cas la Russie ne gagne pas d'argent. Pour approvisionner la presqu'île Poutine doit traverser l'Ukraine où conquérir d'autres espaces. Une telle secousse, sans parler des remous de la Bourse et de la fuite des capitaux, pose un problème insoluble pour Moscou. A quoi bon jouer avec le feu?

Expliquer la prise de la Crimée par la mégalomanie de Poutine, désireux d'ériger son buste à côté des tsars et de Staline, relève de la même approche superficielle que celle qui a imputé les guerres yougoslaves à la mégalomanie de Slobodan Milosevic. Dans les deux cas il y a des mobiles sociaux, de classe, incomparablement plus profonds et plus puissants que le numéro de trapéziste sur la « diagonale du fou ». Il faudrait largement dépasser les platitudes du journalisme superficiel pour accéder à la vraie réponse.

Nous ne pouvons même pas aborder cette approche de fond dans cette courte note. Disons le de manière sèche et abrupte: Poutine a envahi la Crimée parce que c'était le plus facile et le plus accessible. Pour mettre au pas l'Ukraine il ne peut pas s'arrêter là. Le minimum est de couper le pays en deux et de s'octroyer la partie est, industrielle et minière, non pas pour sa richesse économique mais pour rendre l'Ukraine un Etat invivable. Croire que quelques centaines de kilomètres d'espace terrestre face à des positions de l'Otan représentent l'indispensable protection des frontières russes est une histoire à raconter aux enfants: en 1999 un obus américain lancé à partir de la mer Adriatique, à 400 km de distance à vol d'oiseau, a été téléguidé par un laser jusqu'au lit conjugal dans la chambre à coucher de Milosevic dans sa villa de Dedinje, le Neully belgradois. A un mètre près! Ils savaient que Milosevic logeait ailleurs, c'était pour faire une démonstration de puissance et de précision militaire. Les bases militaires de l'Otan en Turquie sont dix fois plus proches de la Crimée que celles que l'Otan aurait pu installer à Kiev. Donc, l'argument « défense nationale légitime » ne tient pas debout. La meilleure défense russe contre l'impérialisme occidental hostile est un Etat ukrainien libre, démocratique et amicalement disposé.

Non, le mobile de Poutine n'est ni économique, ni militaire, mais politique. Et si quelques centaines de nazillons ukrainiens ne sont pas d'avance manipulés par les services du FSB russe, pour servir de bon prétexte, leur impact est dû plus au nationalisme d'un peuple menacé par le « grand frère », que par l'idéologie fasciste. La peur de Poutine c'est la peur devant l'ampleur de soif démocratique de tout un peuple. La peur du Maidan de Kiev, c'est la peur d'un Maidan à Moscou.

Poutine, dont le régime ne diffère en rien de celui de Ianoukovitch - le pouvoir absolu des oligarques sous protection de la police politique - ne pouvait pas laisser la contagion se propager. Maidan de Kiev ne différait en rien des Maidans en Tunisie ou en Egypte: c'était le cri contre l'oligarchie politique devenue oligarchie financière sous protection d'une police semi-fasciste. Pain et démocratie, rien de plus, rien de moins. Dans le rassemblement des masses en Tunisie et en Egypte il y avait autant de salafistes et de frères musulmans que des partisans de Bandera à Kiev.

Avis aux lecteurs

Nous tâcherons de résorber notre retard et accumulation des sujets importants à traiter de la façon suivante:

- Article de Balazs Nagy « Où va l'Ukraine ? » est publié en entier sur notre site Workersinternational.info;
- Le numéro 23 de LdC paraîtra dans une semaine avec le contenu qui n'avait plus de place dans ce n°:
- Gouvernement Valls: nouveau gouvernement de combat contre les travailleurs (B.Nagy)
- Marche de la dignité à Madrid le 22 mars (R.Pavlovic)
- Léon Trotsky - La question ukrainienne (1939)

Le numéro 22 improvisé sur notre site, qui contient les mêmes articles de B.Nagy, sera remplacé par cet original.

Carnet des notes

Regards croisés sur l'Ukraine: entre Zbigniew Kowalewski et Jacques Sapir

Dans les commentaires de lecteurs du blog de Mélenchon j'ai trouvé surprenant qu'un camarade fasse l'éloge des grandes connaissances orientales de Jacques Sapir: « L'explication lumineuse de Jean-Luc est totalement corroborée par le grand spécialiste de la région qu'est Jacques Sapir ». Soit ils ne connaissent pas Sapir d'il y a trente ans, soit ils ne connaissent rien du tout de la Russie et de l'Ukraine d'aujourd'hui, soit ils marchent avec le corricio français sans s'en rendre compte.

Certes, Sapir est contre l'Europe de Bruxelles et son euro. Mais il est à lui tout seul le think tank du courant idéologique de la bourgeoisie française, qui dans sa peur et son complexe envers la puissance économique allemande, cherche à renouer des vieilles alliances franco-russes. Son blog **russeurope** est actuellement l'un des plus lus et des plus chers en Europe.

Le 28 mars, sous le titre « En Ukraine, le temps presse », Jacques Sapir presse le gouvernement français de céder aux exigences russes au nom d'une realpolitik de « l'intérêt général » français bien compris:

« Les pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis se sont réunis à propos du sommet sur la sécurité nucléaire qui s'est tenu à La Haye et ont discuté du principe de nouvelles sanctions. Mais quelle peut être tant la fonction que l'efficacité de ces nouvelles mesures ? Les pays de l'OTAN prétendent « punir » la Russie pour son action en Crimée. D'une part, il eut mieux valu ne pas créer les conditions qui ont rendu possible, et du point de vue de la Russie nécessaire, cette action. D'autre part, la raison conseille, à moins que l'on ne veuille s'engager dans une logique de confrontation sur longue échelle, d'éviter de prendre des mesures dont on sait d'avance qu'elles ne changeront pas la décision que l'on conteste. Quant à l'efficacité de ces sanctions, elle est à l'évidence des plus limitées. Il faut ici se souvenir que l'argent d'un pays, qui commerce largement avec ses voisins et qui importe une large part de sa consommation représente aussi du travail et de l'emploi pour ses dits voisins. C'est la raison évidente pour laquelle les « sanctions » seront bien évidemment limitées. Avec une Europe en crise économique, les importations russes sont trop importantes pour nos industries et nos économies pour que l'on prenne des mesures susceptibles de provoquer leur baisse. Mais, d'autres facteurs doivent aussi être présent à l'esprit. La Russie coopère, de manière certes discrète mais tout à fait indispensable, avec la France pour les opérations militaires que nous menons tant au Mali qu'en Centrafrique. Une partie de la logistique de nos forces dépend des avions-cargos russes. Est-il concevable que l'on refuse cette coopération, qui pourrait dans les semaines qui viennent s'étendre à d'autres domaines, compte tenu de la présence russe en Afrique ? » (Souligné par nous).

En 1914 on tenait le même discours du point de vue des intérêts impérialistes convergents, où les intérêts des peuples - russe, ukrainien, français ou africains - n'avaient aucun droit au chapitre.

Zbigniew Kowalewski, militant socialiste polonais, dont la tribune fut largement publiée en France -entre autres sur Mediapart- et qui depuis des années a sérieusement étudié la question ukrainienne, aborde la question d'un point de vue démocratique, diamétralement opposé:

« Le fait de signaler cette contradiction (entre le mouvement national vers l'Europe et l'UE qui affaiblit l'Etat national) ne signifie point que l'on soit d'accord avec ceux qui jouissent des privilèges liés à l'appartenance à cette Europe forteresse prospère et sélect, et qui, chez eux, n'appellent nullement à la quitter, tout en déconseillant à l'Ukraine de vouloir y adhérer, y compris en la stigmatisant de ce fait. C'est une marque de chauvinisme de privilégiés. L'accès au marché de travail communautaire a sauvé des millions de Polonais de la misère et de la faim, et beaucoup d'Ukrainiens le savent bien. Dans les pays de l'UE, la gauche a le devoir d'être solidaire avec les peuples exclus de l'Est et du Sud, qui veulent y être aussi. L'argument disant que dans l'UE les attendent des réformes néolibérales socialement catastrophiques est totalement faux. Non seulement ils ne les éviteront pas en restant dehors, mais seront touchés encore plus durement du fait de ne pas pouvoir bénéficier des avantages que procure l'appartenance à une Europe intégrée. Par contre, au sein de l'UE, ils auront la possibilité de résister aux transformations capitalistes néolibérales ensemble avec d'autres peuples, et non séparés d'eux. »

R.P.

A lire:
Ukraine : le printemps des peuples est arrivé en Europe, 1er mars 2014, ESSF